Zeitschrift: Collage : Zeitschrift für Raumentwicklung = périodique du

développement territorial = periodico di sviluppo territoriale

Herausgeber: Fédération suisse des urbanistes = Fachverband Schweizer

Raumplaner

Band: - (1998)

Heft: 4

Artikel: La Suisse a donné son avis sur le SDEC

Autor: Monney, Armand

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-957129

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

48

La Suisse a donné son avis sur le SDEC

A la fin juin 1998, le Comité de développement spatial des Etats de l'Union Européenne, chargé d'élaborer le Schéma de développement de l'espace communautaire (SDEC), a invité la Suisse à présenter ses commentaires sur cet important document. Etant donné que les ministres de l'aménagement du territoire de l'UE ont l'intention d'adopter officiellement le SDEC au début de l'année prochaine, le Comité précité a fixé à la Suisse un délai relativement court pour la remise de ses commentaires. C'est pourquoi l'Office fédéral de l'aménagement du territoire a dû limiter la consultation des cantons à la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement. Au niveau de l'administration, c'est la Conférence de la Confédération pour l'organisation du territoire (COT) qui a été consultée.

L'avis de la Suisse sur le SDEC a été signé à la mi-septembre par le Conseiller fédéral Arnold Koller en sa qualité de «ministre» responsable de l'aménagement du territoire et adressé directement à la présidence autrichienne de l'Union Européenne qui l'a remis au Comité de développement spatial des Etats de l'UE.

Dans son avis sur le SDEC, la Suisse manifeste son intérêt pour cet important document qui est susceptible d'avoir des effets sur l'organisation de son territoire. Elle relève qu'elle peut se rallier aux buts fodamentaux du SDEC, à savoir la cohésion économique et sociale, le développement durable et la compétitivité équilibrée. Même si elle n'est pas aisée, une comparaison peut être effectuée selon elle entre le SDEC et les Grandes lignes de l'organisation du territoire suisse: force est de constater que ces deux documents sont en réalité compatibles. Les conceptions du rôle de l'aménagement du territoire y sont d'ailleurs identiques.

L'avis suisse sur le SDEC contient surtout des propositions concrètes de collaboration future avec les Etats de l'UE dans le domaine de l'organisation du territoire. Figurent notamment parmi les propositions celle de la remise au Comité de développement spatial des Etats de l'UE de toutes les données utiles devant permettre de compléter les cartes figurant dans le SDEC où la Suisse apparaît souvent sous la forme d'une tâche blanche ou d'un no man's land, ou bien celle de l'offre d'une contribution aux réflexions menées au sujet de la mise en oeuvre du SDEC. L'avis en question insiste évidemment sur le principe de subsidiarité à propos duquel la Suisse peut apporter son expérience.

La Suisse réitère son attachement à la coopération transfrontalière, tout en manifestant son intérêt pour les nouvelles formes de coopération soutenues par l'initiative communautaire INTER-REG: les coopérations interrégionale et transnationale. La coopération transnationale retient particulièrement son attention en raison du rôle important qu'elle attribue aux régions: ce type de coopération concerne donc directement les cantons. Compte tenu de l'intérêt que présente l'Observatoire européen de l'aménagement du territoire européen, la Suisse demande à être associée à ses travaux sous une forme appropriée.

Le territoire suisse est entouré de pays qui sont tous, à part le Liechtenstein, membres de l'UE. La Suisse a donc tout intérêt de trouver le chemin qui lui permettra de participer d'une manière ou d'une autre au processus mis en place par les Etats de l'UE dans le domaine de l'organisation du territoire. Le seul fait qu'elle ait été invitée à présenter ses commentaires sur le SDEC prouve déjà que les Etats de l'UE, en particulier ses voisins, ne sont pas insensibles aux effets spatiaux réciproques existant entre le territoire suisse et celui de l'UE.

 Armand Monney, sousdirecteur, Office fédéral de l'aménagement du territoire

Système d'intégration

